



POUR QUE CA CHANGE :

Le 6 février, ensemble dans l'action

TOUS EN GREVE ET DANS LES MANIFESTATIONS

Fin 2013, le gouvernement et sa majorité parlementaire ont adopté plusieurs lois qui aggravent l'austérité pour les Français (sur les retraites, l'action publique, le budget 2014 ...).

En 2014, le gouvernement n'entend toujours que les aspirations du Patronat. Lors d'une récente interview au quotidien Le Monde, Thierry Lepaon, secrétaire général de la CGT, déclare: « *Chaque fois qu'il y a un problème, on donne une mission à un patron : Louis Gallois pour la compétitivité, Jean-Paul Bailly pour le travail du dimanche. Là, dans les trois groupes de travail qu'il veut mettre en place, il y a des patrons à la barre, à égalité avec les parlementaires ! On a le sentiment que le premier ministre, c'est Pierre Gattaz et les ministres chargés de cette nouvelle gestion de la France sont des employeurs !* ».

SALAIRES : Depuis 2010, les gouvernements successifs, dont l'actuel, appliquent une politique de gel de la valeur du point d'indice de la Fonction publique. Cette valeur a désormais décroché de 14 % par rapport à l'inflation depuis janvier 2000. En l'état actuel des choses, le point ne sera pas augmenté en 2014, pour la quatrième année consécutive : c'est ce qu'a annoncé quasiment noir sur blanc Marylise Lebranchu, Ministre de la Fonction publique, le 18 juin 2013.

De plus, notre pouvoir d'achat va subir une nouvelle attaque. En effet, depuis le 1^{er} janvier 2014, est entrée en vigueur l'augmentation des taux de TVA. Avec le passage, pour l'un, de 19,6% à 20%, et pour l'autre, de 7% à 10%, cette hausse coûtera plus de 6 milliards d'euros aux consommateurs.

EMPLOIS : Depuis plusieurs années, de nombreux emplois de fonctionnaires sont détruits dans la Fonction publique. Les trois versants sont impactés par les politiques de l'emploi public des gouvernements successifs, avec la Révision Générale des Politiques Publiques (RGPP) sous Sarkozy, et la Modernisation de l'Action publique (MAP) sous Hollande. De fait, la MAP ressemble comme deux gouttes d'eau à la RGPP.

A la DGFIP, les suppressions d'emplois continuent : près de 2000 cette année au plan national, dont 18 pour notre département. C'est sans parler des emplois vacants.

SERVICE PUBLIC ET STATUT DE LA FONCTION PUBLIQUE : Le service public subit une nouvelle attaque à travers la loi « Modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles » adoptée à l'Assemblée nationale le 19 décembre 2013. Ce texte va créer des métropoles dont la mise en place va accroître les inégalités territoriales et développer une concurrence malsaine et dangereuse entre territoires.

Cette loi s'inscrit dans la politique gouvernementale d'austérité et s'appuie sur un discours de culpabilisation des fonctionnaires. **Nous affirmons à l'inverse qu'il faut considérer le Statut de la Fonction publique à sa juste valeur en ce qu'il a d'abord pour fonction d'assurer la protection des droits fondamentaux du citoyen et de garantir leur accès égalitaire aux services publics.**

Toulouse, le 28 janvier 2014

Syndicat CGT Finances Publiques
Section de Haute Garonne
Centre Régional des Finances Publiques
Place Occitane
31039 Toulouse cedex
<http://www.resoo.com/cgt31-impots-tresor/>
cgt.drifip31@dgfip.finances.gouv.fr

Agiissons pour :

- Le dégel immédiat de la valeur du point d'indice ;
- Le rattrapage des pertes salariales ;
- De meilleurs déroulements de carrière ;
- Une véritable réforme de progrès pour nos retraites, antinomique des reculs imposés ;
- La fin de la politique d'austérité et l'abondement des moyens pour le service public ;
- La fin des suppressions d'emplois ;
- Des créations d'emplois partout où c'est nécessaire.

L'abrogation du jour de carence à compter de ce 1^{er} janvier a été gagnée par la mobilisation : elle démontre que l'on peut faire bouger les lignes !



A la DRFIP de HAUTE-GARONNE, c'est l'austérité à tous les étages :

- **Emplois** : -18 pour l'année 2014, et près de 50 emplois vacants pour les catégories B et C.
- **Conditions de vie au travail** : souffrance et tensions dans les services qui s'accroissent sans prise en compte de la part de la Direction. Cette même Direction qui met en danger la santé des personnels dans le cadre des projets immobiliers.
- **Restructuration de services en marche forcée** : la Direction non seulement n'entend pas les revendications légitimes des personnels, mais elle ne respecte pas le dialogue social avec leurs représentants (Téléprocédures dans les SIE, cellule recouvrement forcé, cellule Procédures collectives, ...)

IL FAUT PASSER A L'OFFENSIVE !



**Ensemble, le 6 février 2014,
par la grève et dans les manifestations,
construisons l'indispensable rapport de forces !**



MANIFESTATIONS :

Toulouse, rdv à Saint Cyprien à 10h30

Saint-Gaudens, rdv Place Jean Jaurès à 17h00